

Article 29 du Règlement

Au dire de mes collègues et d'un grand nombre de gens, il est étrange que, pendant des siècles, les autochtones canadiens aient vécu en harmonie avec la terre, avec les eaux et avec les animaux. C'est un fait évident. Tout le monde est d'avis qu'une telle harmonie doit être respectée. Cette harmonie est un gage de succès. Elle est le fait des peuples parvenus à l'âge adulte. Elle consiste à respecter les éléments. Ces derniers ne sont pas étrangers à l'homme. Les bêtes en font partie, sources de sa nourriture, de son habillement et de ses outils. Voilà une notion essentielle, caractéristique d'une culture et d'un mode de vie.

Ceux d'entre nous qui viennent du nord et de l'ouest du Canada connaissent bien la rudesse du climat et du sol. Notre terre n'est pas chaleureuse. Elle n'est pas hospitalière. Il faut trouver des solutions de survie, notamment dans le cas des autochtones disséminés de par le Canada. Dans beaucoup de localités éloignées situées surtout dans le nord du pays, comme plusieurs l'ont mentionné—et je ne parle pas seulement de la région au delà du 60^e parallèle, car sous cette dernière il existe aussi des coins isolés—les occasions d'emploi sont rares. La chasse constitue donc un gagne-pain.

● (2220)

Les Inuits de l'est de l'Arctique dépendent tout particulièrement des bêtes sauvages pour s'alimenter et se vêtir, parce qu'ils n'ont pas d'argent, que la tradition le veut et qu'ainsi va la vie dans cette région qu'ils occupent depuis des millénaires et connaissent beaucoup mieux que moi et que la plupart des députés.

Cette question n'est pas seulement politique. Je vais reprendre les mots qu'a employés Mgr John R. Sperry, évêque de l'Arctique, dans une lettre adressée à la Chambre des communes britannique le 9 mars 1988. Selon Mgr Sperry, dans le nord du Canada où l'agriculture, la forêt, l'élevage, les usines et toutes les formes d'emploi traditionnelles en Grande-Bretagne n'existent pas, les autochtones sont eux-mêmes pris au piège, victimes de l'érosion culturelle, assaillis par des bouleversements sociaux de toutes sortes et en proie comme jamais dans leur histoire à une angoissante incertitude. Les priver de ce qu'il leur reste de leur mode de vie traditionnel serait un acte gratuit de cruauté. J'espère que les députés et les lords britanniques ont pu prendre connaissance de la lettre de Mgr Sperry.

Il existe environ 50 000 trappeurs autochtones au Canada. Le piégeage leur permet de maintenir leur mode de vie ancestral qui consiste à vivre de la nature. Ils doivent pratiquer ce métier pour arrondir leurs fins de mois et nourrir leur famille.

Le piégeage permet aussi aux autochtones du Canada de continuer de vivre en symbiose spirituelle et culturelle avec leur milieu environnant. Ce que nous craignons le plus, c'est qu'une telle mesure ne détruise cette relation privilégiée des autochtones avec leur milieu. Il s'en est fallu de peu qu'on ne l'adopte. Elle a été présentée par erreur et retirée par la suite, mais elle pourrait bien revenir sur le tapis à la Chambre des communes de la Grande-Bretagne.

Certains députés ont fait valoir qu'il était très étrange qu'une certaine personnalité politique de l'Angleterre cherche

aujourd'hui à détruire une industrie qui a créé des fortunes dans son pays. Ce politique trouve qu'une telle mesure est une véritable aubaine, j'imagine. Qu'elle lui permet de se faire élire à peu de frais, en s'attaquant à une industrie et à des gens au Canada qui ne pourront pas nuire à sa carrière politique.

Ceux qui font campagne contre le commerce des fourrures estiment pouvoir détruire impunément ce mode de vie traditionnel. Je trouve vraiment paradoxal de savoir que les défenseurs des droits des animaux, principalement des citoyens, puissent détruire le mode de vie des autochtones, qui se fonde sur le respect de la faune et sur la coexistence avec leur environnement, un mode de vie que ces mêmes citoyens ne pratiquent déjà plus. Ils voudraient maintenant que les Canadiens qui vivent de l'industrie de la fourrure fassent comme eux.

La partie est inégale. Les dés sont pipés. Les organisateurs des campagnes anti-fourrures montées par les citoyens et des campagnes contre le piégeage, et les partisans du mouvement en faveur des droits des animaux peuvent manipuler les gens avec des techniques publicitaires très chargées sur le plan émotif. Pour tout autre domaine d'intérêt public, la campagne de publicité anti-fourrure orchestrée en Grande-Bretagne aurait été qualifiée—je ne dirai pas d'immorale, mais assurément de sensationnaliste à l'extrême et incapable de présenter un point de vue équilibré. Elle joue sur les sentiments de gens qui n'ont aucun moyen de reconnaître le changement qui risque de se produire ou de songer à une solution qu'on pourrait proposer. En fait, c'est un coup bas porté à des gens qui ne peuvent pas se défendre et renseigner la population britannique.

Il s'impose de reconnaître que les autochtones et les travailleurs de l'industrie du piégeage au Canada ne manquent pas de savoir faire. Ils sont au courant des origines des magasins Boot's Drug Stores, du chocolat Cadbury et de la chaîne Marks & Spencer. Ils identifieront volontiers ces détaillants de marchandises britanniques au Canada et demanderont à d'autres Canadiens d'épouser leur cause si nécessaire. Ils ont également demandé à identifier les entreprises qui seraient particulièrement visibles dans la circonscription de M. Clark. Ces initiatives prouvent, je pense bien, que ces gens tiennent sérieusement à leur mode de vie. Ils ne manquent pas de débrouillardise. Ils ne craignent pas de s'en prendre à un politique puissant qui souhaite se servir des trappeurs et des travailleurs de l'industrie de la fourrure au Canada pour s'assurer d'être réélu sans se soucier du coût ou des conséquences pour les autochtones et les trappeurs canadiens.

La situation actuelle des trappeurs du Canada a été comparée à celle dans laquelle s'étaient retrouvés les chasseurs de phoque. Il est contraire au Règlement de dissimuler des preuves mais, lorsque je suis devenu ministre la première fois, c'est avec fierté que j'ai accepté un porte-documents en peau de phoque de la part des Canadiens des Territoires du Nord-Ouest. Je m'en sers fièrement. Cela ne me gênerait pas de l'emmener en Grande-Bretagne et de dire aux Britanniques que même s'ils trouvent cela choquant, ce ne l'est pas pour moi et pour d'autres Canadiens.